

Chute du PIB cantonal

L'économie genevoise tente de sortir du gouffre

Faute de visibilité, les entreprises tendent à retenir leurs investissements.

Marc Bretton

Huit mois après le début du semi-confinement, l'économie genevoise reste à la peine mais se redresse par rapport à l'abîme du deuxième trimestre de l'année.

Selon le Groupe de perspectives économiques (GPE) du Canton, les richesses produites dans le canton en 2020 baisseront de 5,5% par rapport à l'année dernière. La chute est brutale, mais c'est quand même une bonne nouvelle! En juin, la baisse prévue atteignait encore 6,5%. Mis à part la Grande Dépression de 1929, hors norme, le seul point de comparaison reste la crise pétrolière de 1975, qui avait vu le produit intérieur brut (PIB) dévisser de 6,7 points.

Du jamais vu depuis 1975

Quand même, «c'est une chute historique, explique Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie. Au deuxième trimestre, le PIB cantonal a même perdu 8,8% et cette crise frappe d'autant plus l'économie genevoise que celle-ci est très exportatrice.» C'est le moins que l'on puisse dire en effet. Cette caractéristique explique sans doute la différence entre la perte prévisible du PIB genevois et national: alors qu'en Suisse, le commerce extérieur représente 43% du PIB, ce ratio monte à 71% à Genève.



Restauration

Le commerce, la restauration et l'hôtellerie ont été directement touchés par les mesures de confinement et la fermeture des frontières. PIERRE ABENSUR

«L'économie genevoise a jusqu'ici évité le scénario d'une crise suivie par une autre»

Giovanni Ferro Luzzi

Directeur de l'Institut de recherche appliquée en économie et gestion

L'illusion du chômage

Paradoxe, alors que la crise se lit dans les prévisions et se mesure au long des files d'attente de l'urgence alimentaire, le chômage, par exemple, reste stable. Il atteint 5,2% en septembre, soit autant qu'en août. Mais c'est en partie une illusion.

Parmi les catégories d'âge, le chômage des jeunes augmente, signe du durcissement des embauches. Par ailleurs, entre mars et août, Genève est le canton qui affiche la plus grande progression en Suisse. Et puis le nombre de demandeurs d'emploi croît également, un phénomène lié au retour des formations suspendues durant l'épidémie. Or, ce transfert abaisse d'autant le taux de chômage.

Ces faits annoncent à terme un report vers l'assistance sociale, mouvement qui fera gonfler la facture cantonale dans quelques mois.

Reste que la situation suisse (3,2% de chômage, en baisse) et même genevoise (5,2%) peut faire rêver à l'étranger. D'ailleurs, si les

prévisions du GPE se vérifient en effet, la crise de 2020 pourrait être effacée en 2022, soit en deux ans, comme celle de 1975 justement.

Évolution des RHT

À quoi est-ce dû? À la résilience des entreprises, assure Vincent Subilia, qui accélère des mutations déjà en cours, comme la numérisation ou le télétravail. Aux réductions d'horaires de travail, complète Alejandro Patino, secrétaire syndical à Unia, responsable du secteur de l'horlo-

gerie. «Fin août, on s'attendait à voir arriver des licenciements collectifs dans l'industrie, mais ils restent perlés.»

Il signale que les réductions d'horaires de travail (RHT) évoluent, l'application uniforme des débuts au sein des entreprises laissant la place à une différenciation selon les métiers, avec, parfois, des préavis de changements d'horaires extrêmement brefs. «Le problème principal des entreprises, ajoute-t-il, c'est l'absence de visibilité. Du coup, on gèle les

investissements et même les mesures de formation du personnel. On réduit aussi les commandes de matières premières.»

Sur le front de l'emploi, il est clair que beaucoup dépendra de la prolongation ou pas, par la Confédération, des mesures de RHT.

Qui a des marges?

«L'économie genevoise a jusqu'ici évité le scénario d'une crise suivie par une autre, confirme Giovanni Ferro Luzzi, directeur de l'Insti-

tut de recherche appliquée en économie et gestion. C'est effectivement le moment de soutenir l'économie, mais les collectivités qui ont été dépensières avant la crise, comme Genève, n'auront peut-être plus les moyens d'agir, à la différence, par exemple du Canton de Vaud.»

Lire l'éditorial en une:
«Du temps pour digérer la crise»

Beaucoup de perdants et quelques «gagnants»

● Il y a le portrait global de l'économie et puis il y a la situation concrète sur le terrain, que la Chambre de commerce mesure par sondage. «La moitié de nos membres anticipent une année 2020 médiocre ou mauvaise, explique le directeur général Vincent Subilia, reprenant un sondage réalisé à l'interne. Le pessimisme domine et il est d'autant plus marqué que l'entreprise est petite et exposée à l'étranger.»

Aujourd'hui, dans les différentes branches, la situation est variée: «Le gros des dégâts se constate dans les secteurs directement touchés par les mesures de confinement et la fermeture des frontières: le commerce, la restauration et l'hôtellerie. Le tourisme d'affaires est en chute libre», résume le professeur Giovanni Ferro Luzzi.

La situation est en effet jugée catastrophique dans l'hôtellerie, avec des pertes de chiffre d'affaires évaluées à 80% pour l'année. Mais ce n'est pas la seule branche à

souffrir: «Dans le **tourisme**, précisait la semaine passée Sophie Dubuis, présidente de la Fédération du commerce genevois, entre 20% et 40% des entreprises seraient menacées de faillite et 15% des hôtels seraient fermés.» Lié à ces secteurs, le **nettoyage** souffre aussi.

D'autres domaines donnent des signes contradictoires: la **construction**, qui avait repris en août, affiche des signes de faiblesse. Mais, alors que Vincent Subilia évoque des inquiétudes sur les carnets de commandes et le quasi-arrêt des soumissions pour le génie civil, l'Office cantonal de la statistique (Ocstat) assure que les perspectives pour le second œuvre sont bonnes. «À court terme, tant la demande que la production devraient se renforcer.»

Un signe d'espoir se fait sentir dans le **commerce de détail**. «Pour la première fois depuis janvier, la situation des affaires est jugée bonne, assure l'Ocstat. Pour les trois à

six prochains mois, les perspectives émises par les commerçants sont favorables.»

L'**industrie horlogère** souffre, bien sûr, mais la sortie de crise de la Chine lui redonne espoir. La mécanique est aussi en difficulté. Mais, mis à part les licenciements annoncés chez Jean Gallay, aucune nouvelle suppression de postes collective n'est recensée.

Du côté des «gagnants» se trouvent la **chimie** et l'**industrie pharmaceutique**. Le syndicat Unia observe l'engagement fixe de personnels temporaires pour répondre à la demande. Le **secteur financier** semble aussi passer la crise sans casse. Le **négoce** connaît des difficultés de financement, mais sans plus. En début de semaine, Genève Place financière expliquait que si les bénéfices de ses membres reculent, «les apports nets de fonds sont en augmentation». Le secteur bancaire représentant 13% du PIB genevois, c'est quand même un bon signe.

Marc Bretton

Crises à suivre

L'Office cantonal de la statistique vient de mettre en ligne sur son site un intéressant travail de traitement de données rappelant les crises traversées par le canton de Genève. Six récessions ont été enregistrées depuis les années 70: le premier choc pétrolier en 1975-1976, suivi du second en 1982, l'explosion de la bulle immobilière entre 1991 et 1993, puis internet entre 2001 et 2004, et enfin la crise des *subprime* entre 2008 et 2012. Depuis mars, nous traversons la sixième. L'Ocstat propose ensuite divers tableaux qui permettent de comparer l'évolution du taux de chômage et du PIB et de mesurer l'énorme montée du premier dans les années 90, une rupture dont les causes sont multiples: traitement statistique, évolution des comportements, durée de la crise, importation de main-d'œuvre non qualifiée, énumérerait «La vie économique», la revue du Secrétariat de l'économie, en juin 2001. Plusieurs graphiques exposent enfin l'évolution de quelques secteurs sensibles: les passagers de l'aéroport, les nuitées de l'hôtellerie, les cours de la Bourse. Pour l'heure, mieux vaut faire des placements en Bourse qu'avoir un hôtel. **M.B.N**